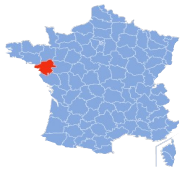
Semaine 12 - Mars2012
L'hebdo petit mais costaud !

FO'Hebdo



MÉDECINE DE PRÉVENTION

Hé non elle ne se contente pas d'assurer la visite quinquennale des agents (ou annuelle pour certains agents tels que les renforts, les caissier(e), les huissiers, ..).
Les médecins de prévention ont également vocation à faire des étude de poste quand on collègue connait un problème de santé ou des visites de site.
Leur rôle ? L'adaptation de la santé au travail et du poste de travail. Donc même si vous êtes régulièrement suivi par votre généraliste, n'hésitez pas à prendre leur attache pour un problème de stress au travail, d'installation de votre bureau, de troubles musculo-squelettiques etc.
Un besoin ? Vous n'avez pas besoin de passer par l'administration pour prendre RDV (et encore moins de lui communiquer le motif !)
De préférence il convient de passer par les infirmières pour prendre RDV au 02 53 46 31 18 :

- Pour la GP : Mme CRESTON
- Pour la FF: Mme MARCHANDEAU

Si toutefois, vous souhaitez prendre auparavant l'attache des médecins pour évoquer une difficulté particulière

- Pour la GP Mme PAOLILLO
- Pour la FF Mme AUBRUN
(au 02 53 46 31 15 ou 31 16)

(Pour Cambronne il y a aussi le 02 51 12 81 89)

CAPN DE LISTES D'APTITUDE DE C EN B

Navrant ! La CAP nationale a écarté une dizaine de dossiers (dont un dossier de Loire-Atlantique) pour *"manque de maturité"*. Seul, FO a tenté au niveau national de faire revenir la DGFiP sur sa décision.

Le compte-rendu de la CAP est en ligne sur le site FO national (et en cours de distribution dans les services).

FONCTIONNAIRES : DEMAIN, TOUS AU « RÉGIME GREC » ?

FO tient à réagir fermement à l'idée d'une éventuelle suppression du Statut des fonctionnaires envisagée par le Chef de l'Etat, reprise par la presse.
Une telle idée – « démentie rapidement » par l'Elysée – n'est pas admissible.
Quelle signification donner à ce message ? Préparer l'opinion publique à des mesures d'austérité comparables à celles appliquées en Grèce ?
Donner des gages aux marchés financiers ?
Donner un signe aux électeurs ? Ou encore :

Remettre en cause les fondements de la République en détruisant notre modèle social fondé sur des Services publics garants de la cohésion sociale ?
Les fonctionnaires apprécieront !

***FO* reste mobilisée pour la défense du Statut des fonctionnaires, donc du Service public.**

ABATTOIRS: L'ARBRE QUI CACHE LA FORÊT ?

Alors que la campagne électorale s'échine sur certains points comme celui de la viande halal, avec des sous-entendus ou déclarations pour le moins maladroites voire dangereuses, il est, là encore, important que l'arbre ne cache pas la forêt.
La République est une république laïque, ce qui nécessite en particulier une séparation des Églises et de l'État*, une séparation des sphères publiques et privées, un respect de la liberté de conscience. De ce point de vue, seule la laïcité permet en la matière une réelle liberté.
S'agissant du travail dans les abattoirs, travail faisant partie des travaux dits pénibles, force est de constater que les critères économiques pèsent de plus en plus, y compris sur les méthodes d'abattage.
Si aujourd'hui la part des animaux égorgés est plus importante qu'auparavant, ce n'est pas pour des raisons religieuses mais pour des raisons économiques: ce mode d'abattage est moins coûteux, donc plus rentable.

Toujours s'agissant de ce secteur, les pouvoirs publics feraient mieux de s'assurer que les règles sanitaires sont encore respectées. Or rien n'est moins sûr.
Il y a un an, nous avions bloqué (c'était une conséquence d'une mesure RGPP) l'expérimentation de l'autocontrôle pour les abattoirs porcins, en lieu et place des services vétérinaires compétents de l'État.
Nous l'avions notamment empêché en expliquant les risques sanitaires et en rappelant les conséquences de cette mesure mise en œuvre en Grande-Bretagne il y a dix ans sur les bovins. Pour autant, le 10 février dernier a été publié un décret du Premier ministre expérimentant l'autocontrôle par les entreprises avicoles et cunicoles (volailles et lapins). De fait, les effectifs des services vétérinaires ont fondu (-10% au niveau national, -50% même dans certains départements) et la régionalisation des services de l'État a éloigné les missions du terrain.
De telles dérives risquent de porter atteinte à la sécurité sanitaire et sont inacceptables, c'est une preuve de plus que la RGPP ne détruit pas seulement des emplois, elle détruit aussi des missions de service public, elle peut porter atteinte à la vie des citoyens. Il est plus facile de faire porter le chapeau à d'autres qu'à la RGPP.
Là comme ailleurs, les questions tant pratiques que de fond doivent être explicitées. Disons-le encore une fois, «quand le doigt montre la lune, l'imbécile regarde le doigt».

* Par exemple pour que les fonds publics ne soient attribués qu'à l'école publique.

FO DGFiP 44 : 4 Quai Versailles BP 93503 44035 Nantes 02 40 20 76 56
http://www.fo-dgfip-sd.fr/044 Rédaction : Chrystelle TONNELIER – Pascal PERRON